

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 8 – mai 2025



Le réseau *New Alpe Adria Network* plaide pour une macro-région européenne

Le réseau New Alpe Adria Network (NAAN) était à Bruxelles fin mai pour présenter ses activités et sensibiliser les institutions européennes aux enjeux économiques spécifiques des régions situées entre les Alpes et l'Adriatique.

Cette alliance transfrontalière fondée en 2007 regroupe plusieurs chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat, d'agriculture et d'économie d'Autriche, de Slovénie, de Croatie et d'Italie. Le NAAN s'est fixé l'objectif de renforcer la coopération économique régionale, soutenir les PME, et promouvoir des projets communs dans la zone alpine-adriatique. Il met notamment en œuvre des projets financés par l'UE dans le domaine des transports. L'Autriche y est représentée par les chambres de commerce de Carinthie et de Styrie. La Croatie est membre par l'intermédiaire de la chambre nationale de l'artisanat (HOK) et de la chambre d'économie (HGK) de la joupanie (division administrative croate) de Pula. La Slovénie participe au réseau via des structures régionales de la chambre nationale de commerce et d'industrie et de la chambre de l'artisanat. Le siège du réseau est situé en Autriche et son président est actuellement le président de la Chambre économique de Carinthie.

Lors d'échanges organisés à Bruxelles avec le commissaire européen aux Affaires intérieures et à la Migration, Magnus Brunner, et des membres du

Parlement européen, les représentants du réseau New Alpe Adria ont plaidé pour un allègement de la charge administrative pesant sur les PME et la pleine réalisation du marché unique.

Ils ont par ailleurs souligné l'importance de promouvoir la mobilité et la connectivité à travers notamment le développement d'axes de transport transnationaux. A cet égard, les besoins d'investissements dans l'infrastructure ferroviaire ont été soulevés, de même que le rôle des ports – de Koper à Trieste en passant par Rijeka et Venise.

Le réseau appelle enfin à la création d'une macro-région européenne « Alpe-Adria » afin de faciliter l'utilisation des fonds européens.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

47 %

Le coin fiscal en 2024 pour un salarié célibataire au salaire moyen en % du coût de la main-d'œuvre

Zoom sur...

Le 13 mai 2025, le ministre des Finances Markus Marterbauer (social-démocrate) a présenté le « double budget » 2025/2026 devant le Parlement autrichien. Sans mesures d'économies, le déficit 2025 se serait élevé à 28,6 Mrd EUR, soit 5,8 % du PIB. Le projet de budget prévoit en conséquence 6,4 Mrd EUR d'économies en 2025, et 8,7 Mrd EUR en 2026. L'effort budgétaire repose pour un tiers sur une hausse des recettes, notamment en s'attaquant à certaines niches fiscales, et pour deux tiers sur une réduction des dépenses publiques. La principale d'entre elles est la suppression de la prime climat (*Klimabonus*) qui représente une économie de 2 Mrd EUR par an, destinée à atténuer les effets de la tarification du carbone. Plusieurs de ces mesures sont d'ailleurs déjà entrées en vigueur, comme la suppression de l'exonération fiscale sur les installations photovoltaïques, ou l'augmentation des droits d'accise sur le tabac et les jeux de hasard. L'augmentation de la taxe exceptionnelle sur les banques, et le maintien de la taxation des entreprises énergétiques, étaient également annoncés. Les ministères devront, de leur côté, réaliser 1,1 Mrd EUR d'économies en 2025 et 1,3 Mrd EUR l'année prochaine. Parmi les quelques mesures réellement nouvelles, on citera l'augmentation de 200 EUR du prix du « ticket climat » (titre de transport, unique et annuel, valable pour tous les transports publics). Plusieurs mesures concernent les retraites et le marché du travail : dans un souci d'adéquation entre l'âge légal et l'âge effectif de départ, la possibilité de prendre une retraite anticipée sera limitée en fonction du nombre d'années de cotisations, et les cotisations d'assurance-maladie des retraités passeront de 5,1 % à 6 %. La suppression du congé-formation, enfin, est confirmée (elle était effective depuis le 1er avril). La possibilité pour les employeurs de

verser une prime de 1000 EUR par salarié en franchise d'impôts est également introduite. Plusieurs dispositifs concernent la désindexation par rapport à l'inflation. Ainsi les allocations familiales ne seront pas augmentées pendant les deux prochaines années, et le barème de l'IRPP ne sera que partiellement révisé. Le budget devrait être adopté par le Parlement le 18 juin, pour une entrée en vigueur au 1er juillet. L'ensemble des mesures annoncées devrait ramener le déficit au sens de Maastricht à 4,5 % cette année, et à 4,2 % en 2026. Ce n'est qu'en 2028 que le déficit devrait rejoindre le seuil de 3 %.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Avec un nouveau recul du PIB de -0,3 %, l'Autriche devient la lanterne rouge de l'Union européenne

[Les prévisions économiques de printemps publiées le 19 mai par la Commission européenne](#) créditent l'économie autrichienne d'une contraction du BIP de 0,3 % cette année, suivie d'un rebond timide à +1,0 du BIP en 2025. Affectée par une récession pour la 3ème année consécutive, l'Autriche afficherait ainsi la pire performance de l'Union européenne, après avoir déjà vu son PIB se rétracter de 1,0% en 2023 et de 1,2 % en 2024. Les économistes de la Commission ont identifié les facteurs suivants : demande domestique limitée et recul des investissements et des exportations, exacerbé par les tensions géopolitiques internationales. Malgré un contexte défavorable, le marché du travail se montre résilient : alors que le taux de chômage atteignait 4,8 % en 2022, après la crise sanitaire, il ne devrait croître qu'à 5,3 % en 2025, puis se replier à 5,2 % en 2026. Portée par les prix de l'énergie et la fin de mesures compensatrices, l'inflation devrait rester relativement élevée en 2025 (+2,9 %, comme en 2024) puis se tasser à +2,1 % l'an prochain. Le déficit public pourrait encore atteindre 4,4 % du PIB en 2025 (après -4,7 % en 2024), puis se tasser à -4,2 % du PIB en 2026, notamment grâce aux efforts de consolidation budgétaire adoptés par le gouvernement de coalition ÖVP/SPÖ/NEOS (environ 1,1% du PIB en 2025) : abolition de la compensation carbone, fin de l'exonération de certaines taxes pour les véhicules électriques et de la TVA sur les nouvelles installations photovoltaïques, etc. L'endettement de l'Autriche pourrait alors atteindre 84,0 % du PIB fin 2025 (après 81,8 % fin 2024) pour augmenter à 85,8 % fin 2026, selon les projections de la Commission européenne.

Finances

Le produit d'épargne de la République *Bundesschatz* a collecté 4 Mrd EUR au cours d'un an

La République d'Autriche à travers son agence de financement de l'Etat, l'OeBFA, propose depuis avril 2024 un nouveau produit d'épargne dit « Bundesschatz ». Il s'agit de titres à taux d'intérêt fixe, qui peuvent être acquis directement auprès de la République d'Autriche à partir d'un montant de 100 EUR et pour des durées allant d'un mois à dix ans. Comme aucune banque n'est impliquée dans cette transaction, il n'y a pas de frais. Depuis le lancement il y a un an, plus de 110 000 comptes ont été ouverts et plus de 4 Mrd EUR ont été déposés. Accessible uniquement aux personnes privées, ce produit d'épargne peut désormais également servir pour les avocats et les notaires en tant que compte fiduciaire. En raison du succès du produit, le ministère des finances vient d'élargir la base des contractants : désormais, les collectivités territoriales, les organismes d'assurance maladie et les entreprises publiques pourront acquérir ce produit d'épargne. Actuellement, le taux est fixé à 2 % p.a. pour une durée d'un mois et à 2,75 % p.a. pour dix ans.

Echanges

Le commerce extérieur avec la Russie s'est effondré au cours des trois dernières années

Depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine, les importations autrichiennes en provenance de la Russie ont chuté de 97,8 % ce qui s'explique notamment par la baisse à hauteur de 99,3 % de l'importation de produits énergétiques. Dans l'autre sens, les exportations de l'Autriche à destination de la Russie ont reculé de 67,0 % dont 55,4 % pour les produits chimiques. Il y a trois ans, la Russie était le 6ème fournisseur et le 17ème client de l'Autriche. Aujourd'hui la Russie est le 61ème fournisseur et le 33ème client de l'Autriche, selon les données fournies par Statistik Austria.

Politique économique et sociale

Marché de l'emploi : léger recul du chômage chez les seniors

Selon le ministère de l'emploi et des affaires sociales, les dernières prévisions montrent une amélioration quant à l'emploi des seniors. Les 50 ans et plus sont le groupe affichant la meilleure progression en mai : quelque 1,189 million sont en situation d'emploi, soit une progression de 1,1 % en glissement annuel. Cette tendance s'inscrit dans l'amélioration globale du marché de l'emploi puisque l'emploi salarié a légèrement crû par rapport à mai 2024. Cette amélioration est pour la ministre du travail et des affaires sociales Korinna Schumann (sociale-démocrate) la confirmation de la nécessité de redoubler d'efforts pour les seniors, en particulier à travers un nouveau projet « Aktion 55+ » visant à faciliter la réintégration dès 2026 de chômeurs âgés de longue durée sur le marché de l'emploi mais également dans la vie sociale.

Fin avril, (dernière donnée eurostat disponible), le chômage continuait sa tendance haussière, affichant 5,6 % de la population active fin mai (+0,6 pp par rapport à avril 2024) (FR = 7,4 % au T1). Le chômage des jeunes de moins de 25 ans s'établissait à 10,2 % (FR = 19,2 % au T1).

Hausse des cotisations sur les retraites et des prix administrés

Comme l'a annoncé le ministre des finances Markus Marterbauer dans sa présentation du projet de loi de finances 2025/2026, dans un contexte de rigueur budgétaire et une volonté d'assainissement des finances publiques, les retraités verront les prélèvements sociaux s'inscrire en hausse pour atteindre 6,0 % (jusqu'alors 5,1 %) dès le mois de juin 2025. En contrepartie, le plafond du crédit d'impôts sur le revenu dont peuvent bénéficier les titulaires de « petites » retraites sera relevé de 637 EUR à 710 EUR partir de cette année.

Dans le souci de mieux maîtriser les dépenses publiques, le Parlement a également adopté une hausse des prix administrés et des droits de timbre : par exemple, la délivrance du permis de conduire passera à partir du mois de juillet de 60,50 EUR à 90 EUR, l'établissement d'un passeport de 75,90 EUR à 112 EUR.

L'Autriche épinglée par la Commission sur le temps de travail auprès de Post et Telekom

La Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de l'Autriche pour manquement aux règles de l'UE sur le temps de travail (directive 2003/88/CE). La législation autrichienne prévoit des conditions de travail moins favorables pour les travailleurs des entreprises parapubliques *Post* et *Telekom* en ce qui concerne le repos journalier minimal, les travailleurs effectuant des remplacements en période de vacances, les congés de maladie et les congés annuels payés. La Commission considère que les règles autrichiennes vont à l'encontre de la directive sur le temps de travail et ne concourent donc ni à la santé ni à la sécurité des travailleurs de *Post* et *Telekom*. En conséquence, la Commission envoie une lettre de mise en demeure à l'Autriche, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et remédier aux manquements relevés.

Veille sectorielle

Secteur financier

Le groupe bancaire Erste Group investit en Pologne

Le groupe bancaire *Erste Group* (réseau des caisses d'épargne) a annoncé vouloir racheter au groupe bancaire espagnol *Santander* 49 % de *Santander Bank Polska* pour 6,8 Mrd EUR et 50 % de son activité de gestion d'actifs en Pologne (*Santander TFI*) pour environ 200 M EUR, soit un montant total de 7 Mrd EUR, financé entièrement par des moyens propres.

Erste's expanded geographical footprint in CEE



Il est prévu de conclure l'opération vers la fin de l'année, une fois le feu vert des autorités compétentes obtenu. Il s'agit de l'une des plus grosses cessions d'actifs bancaires des dernières années qui fait d'Erste Group le troisième groupe bancaire en Pologne et qui permettra à Santander de se développer outre-Atlantique. En 2024, le bénéfice net d'Erste Group a atteint 3,125 Mrd EUR après 2,998 Mrd EUR en 2023.

Industrie

L'industrie pharmaceutique brave la crise économique

Secteur important du commerce extérieur de l'Autriche, l'industrie pharmaceutique a su s'adapter pour développer sa production, qui a crû de 40 % entre 2021 et 2024. Mais le conflit douanier engagé entre les Etats-Unis et l'Union européenne pourrait peser sur les excellents résultats du secteur, étant donné que les Etats-Unis, deuxième marché pour les biens autrichiens sont le 1^{er} client de ce secteur d'excellence. Les grands acteurs de la production pharmaceutique en Autriche sont majoritairement étrangers, principalement suisses et allemands, et ont massivement investi dans l'outil productif. Le groupe Boehringer-Ingelheim, spécialisé en oncologie mais également dans les vaccins vétérinaires (grippe aviaire) a fortement investi dans ses sites autrichiens depuis plusieurs années. Son centre régional de Vienne a dégagé un CA de 1,25 Mrd EUR en 2024, en hausse de 5,5 %. Par ailleurs, l'Autriche possède, à travers le site tyrolien de Sandoz, la dernière unité de production d'antibiotiques en Europe, sauvée en partie par l'Etat fédéral autrichien pendant la crise Covid-19 (50 M EUR).

Energie et environnement

La production autrichienne de pétrole et de gaz a légèrement baissé en 2024

L'Institut de géologie, géophysique, climatologie et météorologie *Geosphere Austria*, né en 2023 de la fusion entre l'Institut de météorologie et de géodynamique (ZAMG) et de l'Institut de géologie (GBA) relève une fois par an les données sur la production de



pétrole et de gaz en Autriche pour le compte de l'Autorité des Mines rattachée au ministère des Finances. Pour 2024, il ressort que la production de pétrole a atteint 476 000 tonnes (-0,3%), tandis que la production de gaz s'est élevée à 537 millions de m³ (-1,6%) ce qui a permis de couvrir 6,0% de la consommation autrichienne de pétrole et 6,3% de la consommation de gaz. Les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures sont exercées par les entreprises autrichiennes OMV et RAG ainsi que par le groupe australien ADX Energy.

Immobilier

Le marché immobilier reste sous tension

En 2024, le marché immobilier était marqué par une réduction du volume des transactions à hauteur de 4% pour atteindre 2,7 Mrd EUR dont 32% pour les immobiliers de bureaux. La transaction la plus importante portait sur la vente du City Tower Vienna dans le 3^{ème} arrondissement de Vienne qui héberge le «*Justizzentrum Wien Mitte*» (Centre de justice concentrant plusieurs juridictions) au prix de 150 M EUR. S'agissant des immobiliers de bureaux en location, on observe un recul à hauteur de 9% des surfaces louées (160 000 m² au total), le secteur public étant le locataire le plus important avec un tiers du marché. Le taux de vacance reste pourtant faible (3,56%) ce qui contribue à la hausse des loyers de bureaux qui se situent entre 20 et 28 EUR/m². S'agissant de l'immobilier résidentiel, le nombre de logements neufs a reculé à 34 800. Pour 2025, le recul devrait se poursuivre pour atteindre 27 000. Dans le secteur immobilier non-subventionné, les loyers étaient de 18,70 EUR/m² en moyenne avec une tendance à la hausse. Les prix médians se sont élevés à respectivement 4 000 EUR/m² pour un appartement et à 2 709 EUR/m² pour une maison, avec de fortes disparités selon les régions.

Du côté des terrains constructibles, les grandes stations de ski affichent, comme à l'accoutumée, des prix records pour l'Autriche avec 2 666 EUR/m² (commune de Reith, près de Kitzbühel), 2 517 EUR/m² (Kitzbühel) et 2 227 EUR/m² (Lech). A Salzbourg, ville très convoitée par les touristes, le terrain à bâtir se vend à 1 379 EUR/m² en moyenne. A Vienne, les quartiers les plus prisés (Döbling et Währing) affichent des prix situés entre 1 720 EUR/m² et 1 750 EUR/m².

Tourisme

La saison touristique d'hiver 2024/2025 a été excellente

Selon les chiffres de l'institut national de la statistique, la saison touristique hivernale (novembre 2024-avril 2025) a été de nouveau un franc succès, malgré les hausses de prix. Quelque 20,5 millions de touristes (en hausse de 2,8%) ont généré plus de 72,2 millions de nuitées (en hausse de 1,6%), dont 41,9 millions pour les Länder du Tyrol et de Salzbourg. Grâce aux marchés de Noël, Vienne a également enregistré une forte hausse des nuitées (+10,3%). La saison hivernale 2025-2025 a presque réussi à égaler le record d'avant-crise sanitaire (2018/2019), avec 72,9 millions de nuitées. En termes de nationalités, 2/3 des nuitées sont à mettre au crédit des clientèles allemande, autrichienne et néerlandaise. A noter toutefois, que si les Allemands représentent le plus important contingent, le nombre de leurs nuitées est en recul de 1,1% en glissement annuel.

La France est la 7^{ème} destination pour les touristes autrichiens en termes de nuitées

Selon Statistik Austria, les touristes autrichiens ont passé 3,48 millions de nuitées en France en 2024, ce qui fait de la France la 7^{ème} destination touristique de l'Autriche derrière l'Italie, la Croatie, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne et la Turquie et devant les Etats-Unis, la Hongrie et le Royaume-Uni. Les touristes autrichiens ont passé 9 nuitées en moyenne en France.

Agriculture

Élevage : la fin des caillebotis intégraux scellée pour 2034

Après que la Cour constitutionnelle a invalidé la législation précédente, adoptée en 2022, qui prévoyait une phase transitoire jusqu'à fin 2039, le gouvernement de coalition ÖVP/SPÖ/NEOS a proposé au Parlement un aménagement qui prévoit une période de transition limitée à fin 2034. Les 170 exploitations qui ont investi dans de nouvelles installations entre juin 2018 et décembre 2022 bénéficieront à titre exceptionnel d'une prolongation jusqu'en 2038 selon un calendrier défini. A partir du 1^{er} juin 2029, les éleveurs porcins devront nettement améliorer les conditions d'élevage, en réduisant la densité d'animaux et en leur proposant des matériaux végétaux manipulables. Déjà adoptées par la chambre basse, les nouvelles dispositions

pourraient entrer en vigueur au 1^{er} juin. D'ici fin 2026, un programme de recherche sur base scientifique sera lancé pour soutenir les éleveurs dans la transformation et développer des mesures d'aides. Une évaluation est prévue en 2027 dans le but d'établir de nouveaux standards de production.

Epizooties -Fièvre aphteuse : L'Autriche lève ses mesures de sauvegarde

Les autorités sanitaires autrichiennes ont décidé de lever le zonage réglementaire en l'absence de nouveaux cas décelés en Hongrie ou en Slovaquie. Les postes frontières secondaires ont pu être réouverts et les tapis de désinfection, installés aux points de passage frontière principaux ont pu être démontés. Néanmoins, l'Autriche ne baisse pas complètement sa garde : des contrôles vétérinaires ponctuels seront encore effectués dans les zones frontalières et le ministère de la santé, compétent pour la santé animale et les services vétérinaires recommande le maintien des règles de biosécurité dans les élevages à risque.

Le chiffre du mois à retenir

+2 %

Du PIB en dépenses de défense en 2025, pour atteindre 3 % en 2030.

Zoom sur...

Tout en demandant l'activation de la clause dérogatoire aux règles budgétaires de l'UE, le gouvernement slovène a annoncé début mai que les dépenses de défense atteindraient finalement 2 % du PIB (1,4 Mrd EUR) dès 2025, soit une augmentation de 330 M EUR par rapport aux prévisions initiales (le gouvernement avait dans un premier temps annoncé une hausse des dépenses d'1,53 % du PIB en 2025). Cette augmentation vise principalement à moderniser les forces armées, en développant des capacités à double usage telles que la cybersécurité et les infrastructures critiques. Le gouvernement projette d'atteindre 3 % du PIB d'ici 2030, avec une trajectoire progressive dès 2026.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

La Commission européenne a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB de la Slovénie. Pour cette année et l'année prochaine, la Commission européenne a revu à la baisse ses prévisions de croissance du pays dans ses prévisions de printemps. En 2025, le PIB devrait croître de 2 %, soit 0,5 point de moins que les prévisions d'automne. En 2026, l'économie du pays devrait progresser de 2,4 %, contre 2,6 % prévu dans les prévisions précédentes. Toutefois, la croissance du PIB slovène devrait rester supérieure à la moyenne de la zone euro et de l'UE cette année et l'année prochaine. En effet, la croissance du PIB réel de l'Union européenne est désormais estimée à 1,1 % pour 2025, contre 1,5 % dans les prévisions précédentes.

Politique économique et sociale

La réforme des retraites slovène à l'épreuve du débat politique

La Slovénie s'apprête à mettre en œuvre une réforme de son système de retraite, résultat de plusieurs années de discussions et d'échanges entre les différents partenaires sociaux. Cette réforme, jugée inévitable, vise à assurer la viabilité financière du système face au vieillissement de la population slovène, tout en garantissant des pensions adéquates pour les futures générations. Les principales modifications du projet de réforme incluent l'augmentation progressive de la limite d'âge de 60 à 62 ans d'ici 2035 (ou de 65 à 67 ans pour ceux ne bénéficiant pas de 40 annuités de cotisations) et l'augmentation des pensions qui devraient atteindre 70 % du salaire moyen de référence pour 40 années de cotisation (contre 63,5 % actuellement), demande poussée par les syndicats. Le projet suit en grande partie les recommandations de l'OCDE et de la Commission européenne en ajustant les pensions

davantage en fonction de l'inflation et moins en fonction de la croissance des salaires (80 % sur la variation de l'indice des prix à la consommation et 20 % sur la croissance des salaires moyens). L'accord social sur la réforme a été signé par les différents partenaires sociaux le 2 avril 2025, et été adopté par le gouvernement en projet de loi le 8 mai 2025. Il devrait être soumis au débat parlementaire courant juin.

Veille sectorielle

Transports

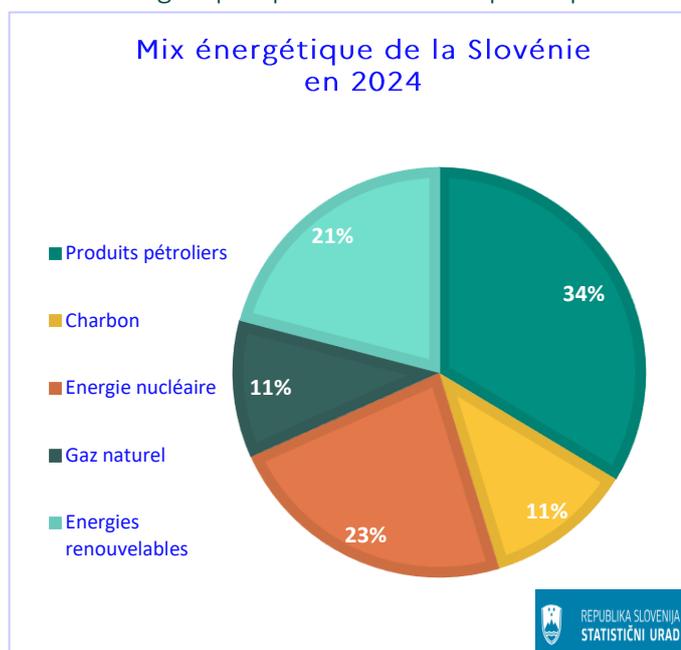
Malgré les réticences, l'arrivée d'Uber marque une étape importante dans la transformation du paysage du transport urbain en Slovénie

Le 20 mai 2025, Uber a officiellement lancé ses services en Slovénie en partenariat avec les chauffeurs de taxi locaux, conformément à la législation nationale. Les tarifs sont calculés via un taximètre puis saisis dans l'application, assurant transparence et conformité fiscale. Cette entrée sur le marché, autorisée par le Ministère de l'économie slovène s'inscrit dans un modèle strictement régulé, loin de la stratégie agressive qui avait déclenché de fortes mobilisations en 2021 sous le précédent gouvernement. Aujourd'hui, les autorités locales, notamment à Ljubljana, saluent une avancée vers une mobilité plus connectée. Le syndicat des chauffeurs, longtemps opposé à Uber, a levé son veto sous réserve du respect des règles établies. Si ce partenariat devait préserver l'équilibre du secteur, certains y voient une intégration limitée susceptible de maintenir le monopole plutôt que d'ouvrir la concurrence. L'arrivée d'Uber relance ainsi le débat sur la libéralisation du marché tout en mettant en évidence les tensions persistantes autour du modèle économique de la plateforme, accusée de conserver une stratégie agressive des prix et d'attirer les chauffeurs locaux avec des conditions attractives avant de les revoir largement à la baisse, quelques années plus tard.

Energie et environnement

Une réduction de la dépendance malgré un mix énergétique qui reste dominé par le pétrole

La Slovénie a vu sa dépendance énergétique diminuer l'année dernière, les sources d'énergie nationales ayant couvert 56 % de la demande énergétique du pays, contre 53 % en 2023, selon l'Office des statistiques slovènes. Toutefois, les produits pétroliers, tous importés, sont restés la source d'énergie la plus consommée en 2024. Ils représentaient 34 % des sources d'énergie utilisées, suivis par le nucléaire (23 %) et les énergies renouvelables (21 %). Le charbon représentait 12 % des sources d'énergie utilisées en Slovénie et le gaz près de 11 %.



Relations bilatérales

À Novo Mesto, les relations franco-slovènes s'illustrent dans l'industrie des véhicules de transports

L'usine Revoz, filiale slovène de Renault depuis 2004, a annoncé à la mi-mai qu'elle assemblerait la nouvelle Twingo électrique à partir de décembre 2025, avec un lancement de la production en série prévue pour le début de l'année 2026. L'usine emploie aujourd'hui plus de 1 500 salariés

dans la zone, et prévoit d'embaucher 250 personnes supplémentaires afin de soutenir son ambition de produire, à terme, 150 000 nouvelles Twingo 100 % électriques par an. Cette nouvelle Twingo électrique sera destinée principalement aux marchés français, allemand et italien, trois marchés européens clés pour l'entreprise Renault. A quelques kilomètres de là, Adria Mobil, rachetée par le groupe français Trigano en 2017, a fêté ce mois-ci son 60^{ème} anniversaire et a célébré sa production de 15 979 véhicules de loisirs sur l'exercice 2023/2024, dont la majorité a été exportée vers l'Europe de l'Ouest. Ces deux entreprises à capitaux français alimentent les relations bilatérales et représentent plus de 3 000 emplois directs dans la région.

Croatie

Le chiffre du mois à retenir

+3,2%

Dernière prévision de croissance 2025 de la Commission européenne

Zoom sur...

La Croatie encadre les frais bancaires pour rééquilibrer la relation client-banque

Le Parlement croate a adopté le 20 mai une réforme interdisant aux banques de facturer des frais pour une série de services bancaires de base lorsque le compte est abondé régulièrement (salaire ou pension de retraite). Cette gratuité couvrira notamment l'ouverture, la gestion et la clôture de compte, les retraits et dépôts d'espèces, l'usage de la banque en ligne, ainsi que la réception de virements en euros.

Le ministre croate des Finances, M. Marko Primorac, a souligné que cette réforme intervenait dans un contexte de forte rentabilité des banques, lesquelles avaient récemment annoncé de nouvelles hausses tarifaires, perçues comme injustifiées. Il a dénoncé un déséquilibre structurel, les établissements bancaires disposant jusqu'à présent d'un droit exclusif sur la fixation des frais de gestion. Le gouvernement entend corriger cette asymétrie en renforçant la protection des consommateurs. À défaut d'accord avec le secteur bancaire sur la mise en place d'un réseau national de distributeurs automatiques de billets, la loi introduit une clause transitoire : à partir du 1er janvier 2027, les clients concernés auront droit à deux retraits gratuits par mois sur les distributeurs des autres banques.

Cette initiative s'inscrit dans une politique plus large de régulation du secteur bancaire menée par le ministère des Finances depuis 2022, visant à mieux encadrer les pratiques tarifaires et à offrir aux citoyens des alternatives plus équitables dans l'accès aux services financiers.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Prévisions de printemps de la Commission européenne

La Commission européenne vient de publier ses dernières [prévisions de printemps](#) pour la Croatie. Malgré un environnement international incertain et des tensions sur le commerce mondial, la Commission estime que la Croatie est peu exposée aux risques liés aux droits de

douane américains et devrait maintenir sa trajectoire économique. Ainsi, les équipes de la Commission anticipent une croissance de 3,2 % en 2025 et de 2,9 % en 2026. L'inflation poursuivrait sa décrue, passant de 4 % en 2024 à 3,4 % en 2025, puis à 2 % en 2026. Le principal moteur de la croissance resterait la consommation des ménages, portée par la hausse des salaires réels et du bon niveau d'emploi. Le taux de chômage devrait ainsi passer de 5 % en 2024 à 4,5 % en 2026.

Indicateurs	2024	2025	2026
Croissance PIB (%)	3,9	3,2	2,9
Inflation (%)	4,0	3,4	2,0
Chômage (%)	5,0	4,6	4,5
Déficit budgétaire (% du PIB)	-2,4	-2,7	-2,6
Dettes publiques (% du PIB)	57,6	56,3	56,4
Balance des comptes courants (% du PIB)	-0,7	-1,1	-1,1

Budget : activation de la clause de dérogation aux règles budgétaires

Lors du Conseil des ministres du 27 mai, le gouvernement croate a décidé de soumettre une [demande officielle à la Commission européenne pour activer la clause nationale de dérogation aux règles budgétaires de l'UE](#). Cette initiative fait suite à une communication de la Commission en mars 2025, invitant les États membres à demander formellement un assouplissement des règles fiscales dans le cadre du nouveau système de gouvernance économique de l'UE. La dérogation permettrait à la Croatie, pour la période 2025-2028, de dépasser les plafonds de dépenses publiques nets, pour les dépenses de défense et à condition que cet écart n'excède pas 1,5 % du PIB par an par rapport à la trajectoire initiale. Cette mesure exceptionnelle est justifiée par des circonstances extraordinaires, notamment les tensions géopolitiques accrues et la guerre en Ukraine, qui obligent les États membres à renforcer leurs budgets de défense.

Finances

Nouvelle émission de bons du Trésor à destination des citoyens et des investisseurs institutionnels

Le [Ministère des Finances](#), a ouvert une nouvelle souscription de bons du Trésor d'une durée de 364 jours, pour un **montant nominal ciblé de 750 M EUR**, avec un **taux d'intérêt annuel de 2,60 %**. L'échéance de cette émission est fixée au **4 juin 2026** et comprend deux phases : la première phase exclusivement réservée aux citoyens, la seconde aux investisseurs institutionnels.

Il s'agit de la 14^{ème} émission de titres (et 11^{ème} émission de bons du Trésor) ouverte aux citoyens depuis un peu plus de deux ans. Les citoyens détiennent aujourd'hui plus de 7,4 % de la dette publique croate, avec plus de 288 000 investisseurs particuliers ayant souscrit à des titres pour une valeur totale dépassant 8,1 Mrd EUR.

Veille sectorielle

Transports

La Croatie inaugure son premier train hybride électrique-batteries pour un transport ferroviaire plus vert

Le 13 mai, la Croatie a mis en circulation sur la ligne reliant Zagreb à Bjelovar son tout premier train hybride combinant énergie électrique et batteries, développé dans le cadre du Plan national de relance et de résilience 2021-2026. Conçu et fabriqué par la société croate [KONČAR – Véhicules Électriques](#), ce train à batteries électriques représente une étape majeure

vers la réduction de l'empreinte carbone du réseau ferroviaire croate. Son coût total s'élève à 17,1 M EUR.

Energie et environnement

Faust V : le premier navire autonome croate pour la surveillance maritime et la protection de l'environnement

L'entreprise croate Innovamare Technologies a dévoilé son premier navire autonome, baptisé Faust V. Ce projet a été réalisé en partenariat avec des chercheurs de la Faculté maritime et de la Faculté technique de l'Université de Rijeka. Conçu comme un prototype innovant, il vise à renforcer la surveillance maritime, la sécurité en mer et la protection de l'environnement marin. Le projet Innovamare a remporté le titre de « [Blue Champion](#) » de l'Union européenne. Ce titre décerné par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, met en lumière des initiatives innovantes qui apportent une contribution significative au développement de l'économie bleue en Europe.

Lancement de la construction d'une usine de production d'hydrogène alimentée par l'énergie houlomotrice.

La construction d'une installation pilote dédiée à la production d'hydrogène vert, exploitant l'énergie des vagues marines pour alimenter un électrolyseur a officiellement débuté en Croatie. Ce projet innovant, intégré à l'initiative *Zero Emission Corridor* (ZEC H2), est implanté sur l'île de Pag. Financé par l'Instrument d'Investissement en Innovation Interrégional (I3) de l'Union européenne, ce projet bénéficie également du soutien d'autres subventions européennes. L'objectif est que l'installation soit pleinement opérationnelle d'ici 2027.

La Croatie s'est fixé des objectifs ambitieux en matière d'hydrogène vert : produire et consommer 26 400 tonnes d'hydrogène renouvelable chaque année d'ici 2030, 97 100 tonnes d'ici 2040 et 243 200 tonnes d'ici 2050. On recense actuellement 32 projets actifs liés à l'hydrogène, témoignant de la volonté de la Croatie de développer une économie hydrogène durable.

Tourisme

La Croatie mise sur le tourisme haut de gamme

Le tourisme haut de gamme a généré environ 1,4 Mrd EUR de revenus en 2024 provenant de l'offre d'hébergements haut de gamme — comprenant hôtels, campings, villas et marinas. S'appuyant sur [une stratégie de développement touristique](#) ambitieuse et une législation rénovée, le gouvernement croate cherche à atténuer les effets négatifs du tourisme de masse en renforçant la position de la Croatie en tant que destination premium accessible toute l'année. Dans cette optique, il a alloué un montant de 1,3 Mrd EUR pour soutenir des projets visant à améliorer la qualité de l'offre touristique d'ici 2030.

Actuellement, seulement 9 % des hébergements en Croatie sont des hôtels, mais plus de la moitié (52 %) des capacités hôtelières relèvent des segments supérieurs et haut de gamme. Selon une analyse de la Chambre croate d'économie (HGK), le pays dispose déjà d'environ 20 000 chambres d'hôtel de luxe, représentant 22 % du total des hébergements haut de gamme, ainsi que près de 10 000 places dans des campings de prestige (12 %), environ 3 000 maisons de vacances haut de gamme (14 %) et près de 9 000 places dans des marinas de niveau supérieur (39 %). D'ici 2027, plus de 6 000 nouvelles chambres d'hôtels 4 et 5 étoiles devraient être inaugurées, consolidant ainsi la position du pays en tant que destination premium.

Infrastructures

Signature d'un important contrat d'infrastructure avec la société chinoise CRBC

La compagnie publique de gestion des routes *Hrvatske ceste* a signé [un contrat avec la société chinoise China Road and Bridge Corporation](#) (CRBC) pour la construction des deux premières phases de la future voie rapide entre Brestovec Požeški et Godinjak (15km) pour un montant de 159,8 M EUR. Ce projet vise à connecter directement la ville de Požega à l'autoroute A3 – une liaison routière attendue depuis des décennies.

La société chinoise CRBC, leader du consortium pour la réalisation du pont de Pelješac inauguré en 2022, a donc de nouveau été sélectionnée, le ministre des Transports M. Oleg Butković a salué cette décision qui marque la continuité d'une coopération fructueuse.

Agriculture

Plaidoyer pour une simplification de la Politique agricole commune et du maintien des montants dédiés à l'agriculture

Le premier ministre M. Plenkovic et son ministre de l'agriculture M. Vljacic ont reçu à Zagreb le commissaire européen à l'agriculture et à l'alimentation, M. Hansen dans le but de discuter du nouveau paquet de simplification de la politique agricole commune (PAC). Ce dernier comprend des mesures de simplification des paiements pour les petits exploitants, de flexibilité environnementale, de numérisation, ou encore de simplification administrative. L'échange a également porté sur le cadre financier pluriannuel de l'UE, l'occasion pour la Croatie d'exprimer sa volonté de préserver les montants dédiés à l'agriculture et à la cohésion, qu'elle considère comme cruciaux pour le développement des Etats membres. De plus, la partie croate a également défendu une approche équilibrée entre protection de l'environnement et sécurité alimentaire, tout en insistant sur l'importance de préserver la compétitivité des fermiers européens. Enfin, les ministres ont exprimé le besoin d'un soutien continu aux jeunes agriculteurs et d'investissements dans le développement rural, des problématiques tout particulièrement importantes en Croatie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro, C. Roméo (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, C. Delfortry

(zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 30/05/2025